



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction départementale de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service protection et santé animales et
installations classées pour la protection de
l'environnement

**ARRÊTÉ PREFECTORAL
portant prescriptions complémentaires**

**Monsieur le maire de Chambéry
Abattoir de Chambéry**

LE PREFET DE LA SAVOIE

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, titre 8 du livre 1^{er} et notamment son article L-181-14 ;

VU le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V, et notamment ses articles L.512-6 .1 et L512-20 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n°2210 « abattage d'animaux » ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2000 modifié, réglementant l'ensemble des activités exercées par la Ville de Chambéry et la Société Technique d'Abattage de Chambéry (par convention d'affermage), avenue de la Houille Blanche à Chambéry;

VU le rapport le dossier de demande de servitudes d'utilités publiques réalisé par la société SOCOTEC en date du 17 juillet 2017 déposé par la mairie de Chambéry le 25août 2017;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 10 juillet 2018 ;

CONSIDÉRANT que les conclusions du dossier de demande de mise en place de la servitude d'utilité publique préconise des travaux et investigations préalables à la détermination des prescriptions ou restrictions d'usage de la servitude d'utilité publique;

CONSIDÉRANT que des travaux complémentaires de dépollution notamment dans la zone Sa4 doivent être engagées avant la mise en œuvre des mesures de gestion et devant faire l'objet de servitudes ;

CONSIDÉRANT que des investigations complémentaires doivent être réalisées afin de disposer de la connaissance des contaminations possible au PCB sous le transformateur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faire application des dispositions des articles L-181-14 , L.512-6 .1 et L512-20 du code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie.

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'exploitant devra réaliser ou faire réaliser les travaux complémentaires d'investigation.

Les terres issues de la zone Sa4, présentant des teneurs non acceptables en installations de stockage de déchets inerte ,devront être retirées et éliminées dans une installation autorisée à les traiter.

Des prélèvements de bords et de fond de fouille devront être réalisés, afin de vérifier l'absence significative de contamination résiduelle.

Sur la base de ces résultats, une analyse des risques résiduels devra être réalisée afin de vérifier la compatibilité des contaminations résiduelles avec l'usage du site projeté.

Des investigations devront être engagées à l'issue de la déconstruction du local transformateur afin de vérifier la contamination potentielle du sol et du sous-sol par les PCB.

Sur la base des éléments et investigations visées ci-avant, les mesures de gestion à mettre en œuvre et devant faire l'objet des servitudes seront mises à jour et transmises à M. le Préfet de la Savoie.

ARTICLE 2 : DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Chambéry et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la mairie par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

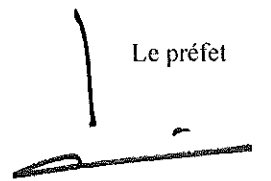
Un avis rappelant la prise du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées peuvent être consultées est publié par les soins des services de la préfecture, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 : EXECUTION :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et Monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et la protection des populations de la Savoie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chambéry, le **18 JUIL. 2018**

Le préfet



Louis LAUGIER